

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4-8 juin 2007

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2007/9-A/2
18 mai 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT – BHOUTAN 10579.0

**Améliorer l'accès à l'éducation de base,
essentiellement à l'enseignement
primaire, des enfants vivant en milieu
rural**

Nombre de bénéficiaires	37 000 (moyenne annuelle)
Femmes et filles	17 390 (moyenne annuelle)
Hommes et garçons	19 610 (moyenne annuelle)
Durée du projet	Cinq ans (1er janvier 2008–31 décembre 2012)
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	4 840 400
Coût total pour le PAM	8 954 759
Coût total	14 602 322 (y compris la contribution du Gouvernement de 5 647 563 dollars)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB:	M. A. Banbury	Anthony.Banbury@wfp.org
Attachée de liaison, ODB:	Mme S. Izzi	tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

En lançant ce projet d'alimentation scolaire, le PAM veut aider le Gouvernement royal du Bhoutan à mener à bien sa politique en faveur de l'accès à l'éducation, en distribuant des repas nourrissants aux écoliers, notamment ceux issus des familles rurales, exposés à l'insécurité alimentaire. Ce projet vise à remédier au problème de la faim immédiate que connaissent les enfants vivant loin de l'école et à alléger le fardeau financier des parents pauvres en milieu rural; il aidera également à traiter certaines carences en micronutriments tout en contribuant à améliorer globalement les taux de scolarisation et d'assiduité. Une attention particulière sera accordée à la réduction des disparités entre les sexes dans l'enseignement, conformément au troisième objectif du Millénaire pour le développement.

Le présent projet reflète l'implication croissante du Gouvernement dans le programme d'alimentation scolaire, l'idée étant, à terme, qu'il en assume l'entière responsabilité. Pendant la période 2008-2012, l'aide du PAM sera ciblée sur l'enseignement primaire et le renforcement des capacités des contreparties gouvernementales. Le projet est conforme à l'Objectif stratégique 4 du PAM et au troisième résultat à moyen terme du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement établi pour le Bhoutan, ainsi qu'aux deuxième et troisième objectifs du Millénaire pour le développement.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil approuve le projet de développement Bhoutan 10579.0 (2008-2012) "Améliorer l'accès à l'éducation de base, essentiellement à l'enseignement primaire, des enfants vivant en milieu rural" (WFP/EB.A/2007/9-A/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.A/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

1. En se référant aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et dans le cadre d'un effort commun, l'équipe de pays des Nations Unies a formulé, en 2006, un bilan commun de pays (BCP) pour le Bhoutan, afin de favoriser une compréhension commune de la situation concernant le développement dans le pays. L'analyse du PAM a été menée conformément au BCP. Le PAM a également participé à l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de 2006, en mettant au point une matrice des résultats correspondant aux plans de développement du Gouvernement royal du Bhoutan. Les activités sont coordonnées entre les organismes des Nations Unies par le biais des groupes thématiques des Nations Unies, et les résultats et indicateurs du PNUAD sont utilisés pour suivre l'évolution du développement. Le projet proposé ici correspond à l'Objectif stratégique 4 du PAM et au troisième résultat du PNUAD escompté à moyen terme, qui vise à assurer d'ici à 2012 une éducation de qualité pour tous, aussi bien les filles que les garçons, et en ciblant spécialement les populations les plus difficiles à atteindre, ainsi qu'aux OMD 2 et 3.
2. Le Bhoutan est un petit pays qui se classe parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier et dont la population s'élève à 635 000 habitants¹. Il a enregistré des progrès remarquables sur le plan économique: le produit intérieur brut (PIB) annuel moyen a augmenté de 7,0 pour cent depuis 1980; le PIB actuel est de 797 dollars par habitant². Le revenu national devrait encore augmenter grâce à la production accrue et à l'exportation d'énergie hydroélectrique, qui représente actuellement 12 pour cent du PIB, et grâce à l'essor de l'industrie du tourisme. L'indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2006 classe le Bhoutan au 135^e rang sur 177 pays³. Si la croissance économique se poursuit, le Bhoutan devrait être en mesure d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2020 énoncés dans le projet d'autonomie et de développement durable du Bhoutan⁴.
3. L'économie reste fragile et tributaire du tourisme, de l'agriculture et de l'exportation d'énergie hydroélectrique. Le relief accidenté et escarpé constitue le principal obstacle au développement: l'altitude est de 200 mètres au dessus du niveau de la mer au sud et atteint 7 500 mètres au nord. La population s'est installée partout où la terre était exploitable, d'où un éparpillement très important des établissements humains.
4. En dépit des rapides progrès économiques, 32 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté estimé à 740,36 ngultrum (soit 16,37 dollars⁵) par habitant et par mois⁶. La pauvreté est un phénomène essentiellement rural: elle touche 4 pour cent de la population en ville et 38 pour cent de la population dans les campagnes⁷. La pauvreté est plus répandue dans l'est: une étude menée en 2004 a révélé que 40 pour cent des ménages de cette région vivent en dessous du seuil de pauvreté et ne satisfont pas leurs besoins

¹ Recensement de la population et de l'habitat du Bhoutan, 2005.

² Rapport sur le développement humain du PNUD, 2005.

³ Indicateur du développement humain du PNUD, 2006.

⁴ Commission de la planification du Gouvernement royal du Bhoutan. 1999. Bhoutan 2020 – Une vision pour la paix, la prospérité et le bonheur. Thimphou.

⁵ 1 dollar = 45,2 Ngultrum (Nu), décembre 2006.

⁶ Ministère des finances. 2004. Rapport d'analyse de la pauvreté, Bureau national de la statistique, Département de la planification. Thimphou.

⁷ Nations Unies et Gouvernement royal du Bhoutan, 2006. Bilan commun de pays pour le Bhoutan.



énergétiques journaliers minimums de 2 124 kilocalories, contre 22 pour cent dans le centre et 13 pour cent dans l'ouest⁸.

5. Le Bhoutan n'est pas autosuffisant en ce qui concerne la production de céréales, mais le pays ne connaît pas de problème de disponibilité alimentaire⁹. Le déficit en céréales a toujours été comblé par des importations de riz et de blé provenant d'Inde¹⁰. L'insécurité alimentaire chronique est limitée et touche des groupes tels que les paysans sans terre, les travailleurs journaliers, les paysans ne possédant pas suffisamment de terre ou d'animaux et les ménages dirigés par des femmes n'ayant pas suffisamment de terre ou de travail pour générer des revenus⁹. Les pénuries alimentaires saisonnières restent une source d'inquiétude pour nombre de familles, principalement pendant la période qui précède les récoltes de mai à juillet: un quart des *geogs* (districts ou sous-districts administratifs) et des villes passés en revue en 2000 présentaient un certain degré d'insécurité alimentaire¹¹. Ces mois de pénurie alimentaire coïncident avec la période des travaux agricoles intenses, pendant laquelle une bonne nutrition est indispensable pour les personnes effectuant ces travaux⁹.
6. Le relief accidenté et la faible densité de population ont pour effet de limiter l'accès de nombreux habitants des zones rurales aux marchés, aux installations et services publics: 30 pour cent des communautés ne sont pas reliées à une route principale; 30 pour cent sont partiellement desservies; 20 pour cent de la population rurale doit marcher entre deux et six heures avant de parvenir à la route la plus proche, et 14 pour cent, plus de six heures avant d'arriver à la première route carrossable¹². Le Neuvième Plan quinquennal fait de la sécurité alimentaire nationale l'un des principaux objectifs du secteur agricole; le Gouvernement accorde une place importante à l'amélioration de l'accessibilité en construisant des chemins d'exploitation et à l'amélioration de la productivité et de la commercialisation dans le cadre d'un programme de développement rural visant à réduire la pauvreté; le renforcement des infrastructures sociales, l'augmentation des revenus et de l'emploi menée par le secteur privé et la bonne gouvernance ont permis de soutenir cet effort.
7. Le Bhoutan a accompli des progrès remarquables dans de nombreux secteurs, mais s'agissant de l'amélioration de la nutrition, et notamment des enfants souffrant d'un retard de croissance et d'insuffisance pondérale, les difficultés restent nombreuses; 40 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans sont en dessous des normes. L'alimentation peu nourrissante, les pénuries alimentaires saisonnières et la baisse de la productivité agricole pour certains produits traditionnels comme le riz rouge, le sarrasin et le mil sont au nombre des facteurs responsables de la malnutrition. Le Gouvernement a résolu le problème de la carence en iode, qui provoque le goitre, mais la prévalence de l'anémie est élevée dans tout le pays: jusqu'à 80 pour cent des enfants et 50 pour cent des femmes souffrent d'une carence en fer¹³.

⁸ Rapport d'analyse de la pauvreté, 2004.

⁹ Cartographie et analyse de la pauvreté, Division des politiques et de la planification, Ministère de l'agriculture et PAM, 2005.

¹⁰ Département des recettes et des douanes, 2003.

¹¹ Nations Unies et Gouvernement royal du Bhoutan, 2006. Bilan commun de pays pour le Bhoutan.

¹² Recensement national de la population et de l'habitat, 2005.

¹³ Gouvernement royal du Bhoutan, Ministère de la santé et de l'éducation. 2003. *Anémie chez les hommes, les femmes et les enfants au Bhoutan: Quelle est la gravité du problème?* Étude menée par le Ministère de la santé et de l'éducation. Thimphou.



8. Le Gouvernement a engagé des investissements importants pour améliorer le secteur social. Dans le cadre du Neuvième Plan quinquennal (2002–2007¹⁴), l'éducation a reçu 15 pour cent des crédits publics; en 2006–2007, le secteur de l'éducation a absorbé 18 pour cent du budget public. De ce fait, le Bhoutan est en voie d'atteindre l'OMD 2.
9. Le système éducatif bhoutanais est divisé en quatre niveaux:
 - primaire: du préscolaire à la sixième année (officiellement entre 6 et 12 ans);
 - secondaire inférieur: septième et huitième années (officiellement entre 13 et 14 ans);
 - secondaire moyen: neuvième et dixième années (officiellement entre 15 et 16 ans); et
 - secondaire supérieur: onzième et douzième années (officiellement entre 17 et 18 ans).
10. Le projet de constitution prévoit 11 années d'éducation de base gratuite pour chaque enfant bhoutanais, du niveau préscolaire à la dixième année. Aucun droit de scolarité n'est exigé et les enfants ruraux reçoivent gratuitement des manuels et des fournitures scolaires, mais l'éducation peut rester onéreuse pour les parents en raison des coûts d'opportunité et du manque de revenus en espèces.
11. La politique du Gouvernement vise à créer des établissements primaires où tous les enfants pourront se rendre à pied. Malgré les difficultés posées par une population géographiquement dispersée et vivant sur des terres escarpées, le Gouvernement et les communautés locales ont créé et augmenté le nombre des écoles primaires et secondaires, même dans les zones les plus reculées. De nombreux élèves, y compris des écoliers du primaire, vivent dans des habitations temporaires jouxtant les écoles mais dépourvues de toute commodité, même la plus élémentaire. Pour faire face à ce problème, la stratégie adoptée par le Gouvernement consiste à installer les écoles communautaires plus près des foyers partout où cela est possible et à prévoir des pensionnats si nécessaire.
12. Suite aux mesures prises par le Gouvernement, les taux nets de scolarisation dans le primaire ont augmenté par rapport à 2005, et atteignent aujourd'hui 80 pour cent pour les garçons et les filles. Les taux nets de scolarisation à Chukha, Gasa, Samtse et Tsirang restent encore en dessous de la moyenne nationale¹⁵.
13. Les principales raisons pour lesquelles les enfants ne sont pas scolarisés sont: i) les distances à parcourir jusqu'à l'école en milieu rural: de nombreux écoliers du primaire font jusqu'à deux heures de marche à l'aller comme au retour; ii) les coûts associés: pour les familles à faible revenu: le coût des uniformes scolaires et des paniers-repas est extrêmement élevé – cela était le cas pour un quart des familles rurales; iii) le besoin de garder les enfants aux champs de manière à générer un revenu pour la famille — cela était le cas pour un cinquième des familles rurales; iv) le manque d'intérêt: l'enseignement scolaire est souvent vu comme superflu; et v) dans les zones éloignées, l'idée selon laquelle l'éducation des filles revêt moins d'importance que celle des garçons¹⁶.
14. En raison des distances à parcourir jusqu'aux écoles rurales et du manque de moyens des établissements, les enfants ruraux sont généralement scolarisés plus tard que la moyenne; dans les écoles primaires, la plupart des classes sont composées d'élèves d'âges différents.

¹⁴ Le Neuvième Plan quinquennal est prolongé jusqu'en juin 2008.

¹⁵ Ministère de l'éducation, 2006. Statistiques générales, 2006. Thimphou. Taux de scolarisation: Chukha (71 pour cent), Gasa (66 pour cent), Samtse (65 pour cent) et Tsirang (68 pour cent).

¹⁶ Ministère de l'éducation, 2003. *Facteurs ayant une influence sur les taux d'inscription, de redoublement et d'abandon dans le primaire au Bhoutan*. Thimphou.



15. Le Bhoutan est sur le point d'atteindre l'OMD 1: il a réussi à réduire de moitié le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale et il est en passe de réaliser l'objectif de réduire de moitié le nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance. Il a également accompli des progrès dans le sens de l'OMD 3. Entre 1990 et 2005, le rapport filles/garçons dans le primaire est passé de 0,60 à 0,95; mais ce chiffre est plus bas dans certains districts: il est par exemple de 0,89 à Trashigang, 0,89 à Pemagatshel, 0,88 à Tsirang, 0,86 à Samdrup Jongkhar, 0,83 à Zhemgang et 0,82 à Samste¹⁷. De nombreux écoliers, notamment des filles, abandonnent l'école au niveau des classes de septième ou de huitième en raison de l'augmentation des coûts, de l'accès difficile – la plupart des enfants ruraux devraient aller en internat pour poursuivre leur éducation dans le secondaire –, des craintes pour la sécurité dues à l'éloignement familial, de l'augmentation des dépenses encourues par les familles et du mariage précoce au Bhoutan, notamment des filles. Le taux d'alphabétisme dans le pays est de 59,5 pour cent: 69,1 pour cent chez les hommes et 48,7 pour cent chez les femmes¹⁸.
16. Concernant les autres OMD, le Bhoutan a déjà atteint trois indicateurs: la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, l'accès à l'eau potable et l'accès à l'assainissement; il est en bonne voie pour parvenir à l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. Le Bhoutan a maintenu un taux brut de scolarisation dans le primaire de 102,1 pour cent en 2006 et un taux net de scolarisation dans le primaire de 79,4 pour cent, indiquant un taux de croissance annuel moyen de 4,2 pour cent¹⁹.

ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA COOPERATION PASSEE

17. Le PAM a commencé à apporter son aide au secteur éducatif au Bhoutan en 1976 en fournissant une aide alimentaire aux enfants dans les internats et les instituts; avec le temps, les objectifs de l'alimentation scolaire ont changé et visent maintenant à accroître la scolarisation et l'assiduité en milieu rural, notamment des filles, à réduire les taux d'abandon et à améliorer les capacités intellectuelles en apaisant la faim immédiate.
18. Le premier programme de pays exécuté au Bhoutan de 2002 à 2007, dont le montant des produits alimentaires s'est élevé à 15,2 millions de dollars, s'articulait autour de trois composantes:
- **composante 1:** Vivres au profit de l'éducation (VPE)/alimentation scolaire: 13,0 millions de dollars, soit 85 pour cent du coût total;
 - **composante 2:** Vivre contre travail (VCT)/entretien des routes: 1,4 million de dollars, soit 9 pour cent du coût total; et
 - **composante 3:** VCT /construction de routes rurales: 0,8 million de dollars, soit 6 pour cent du coût total.
19. En juin 2004, le PAM a cessé de soutenir la composante 2 car elle ne correspondait plus aux objectifs stratégiques de l'Organisation; l'activité 3 s'achèvera en décembre 2007 à la fin de l'actuel programme de pays, suite à un changement de priorités du Gouvernement. La collaboration accrue entre le Gouvernement et les donateurs comme la Banque Mondiale, *Stichting Nederlandse Vrijwilligers* (Agence néerlandaise de développement international) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) devrait

¹⁷ Bilan commun de pays pour le Bhoutan, 2006.

¹⁸ Recensement de la population et de l'habitat du Bhoutan, 2005.

¹⁹ Ministère de l'éducation, 2006. *Statistiques générales, 2006*. Thimphou.



permettre d'assurer l'entretien des chemins d'exploitation et la construction d'autres routes. Quant à la composante 1, le PAM a donné de plus en plus la priorité à l'éducation primaire dans les zones rurales tout en retirant progressivement son soutien aux écoles urbaines et du secondaire.

20. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire soutenu par le PAM, les pensionnaires du primaire, du secondaire inférieur, du secondaire moyen et du secondaire supérieur reçoivent du Programme un petit-déjeuner, une collation en milieu de matinée et un déjeuner; le dîner est assuré grâce à une contribution des parents jusqu'à la fin du primaire, puis grâce à une contribution du Gouvernement qui alloue une somme en espèces, appelée "allocation-repas", à partir du secondaire; cette allocation-repas est également versée dans quelques internats du primaire. L'aide fournie aux pensionnaires représente actuellement la moitié des dépenses du PAM pour l'alimentation scolaire au Bhoutan.
21. Certains externes, essentiellement du primaire²⁰, identifiés par l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) comme parcourant un long trajet à pied avant d'arriver à l'école, reçoivent une collation en milieu de matinée et un repas à midi. Le PAM a lancé mi-2005 un projet pilote dans lequel les élèves de 26 écoles primaires sélectionnées sur la base des conditions socio-économiques de la communauté environnante ont reçu une collation composée de biscuits à haute teneur énergétique; ce projet s'est effectué dans le cadre d'un don bilatéral en nature.
22. En 2006, 40 996 élèves, dont 45 pour cent de filles, ont reçu un repas dans 198 écoles; parmi ces élèves, 22 411 étaient des internes et 18 585 des externes. L'assortiment alimentaire distribué par le PAM couvre 85 pour cent des besoins journaliers en calories recommandés et jusqu'à 99 percent de l'apport en protéines journalier recommandé; le coût d'un repas est de 0,12 dollar É.-U.
23. L'aide non alimentaire fournie par le PAM au secteur de l'éducation, estimée à 400 000 dollars en 2006, a compris notamment la construction et l'amélioration de cantines, de réserves, d'entrepôts, de logements pour les surveillantes, de latrines et de dortoirs, la fourniture de fourneaux consommant peu de combustible, et un appui technique et financier pour la création de jardins scolaires. L'aide au renforcement des capacités a consisté à former les administrateurs de l'enseignement de district à la nutrition, à la gestion et au suivi des vivres et à l'établissement de rapports, à former les magasiniers à la gestion des stocks et à la fumigation des locaux, et à dispenser une formation sanitaire et nutritionnelle aux cuisiniers.
24. Le Ministère de l'éducation a apporté des modifications non négligeables au programme d'alimentation scolaire, en supprimant notamment les vivres et articles non alimentaires distribués dans les écoles urbaines des zones plus riches.

²⁰ Certains externes – moins de 50 dans le secondaire moyen et le secondaire supérieur – ont également reçu une collation en milieu de matinée et un repas à midi. L'aide alimentaire fournie aux externes du secondaire sera progressivement supprimée à la fin du programme de pays actuellement mis en œuvre.



25. Le Gouvernement a pris en charge une grande partie du programme d'alimentation scolaire: sa contribution à la moitié des coûts de transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM) s'élève à 160 000 dollars par an. Le Gouvernement s'est également engagé à verser les 78 000 dollars de coûts annuels de la division du *Food Corporation of Bhutan* (FCB, Office de l'alimentation du Bhoutan)²¹ associés aux opérations du PAM et a augmenté le montant de sa contribution annuelle aux frais de fonctionnement du bureau de pays du PAM de 1 000 à 5 000 dollars; cela fait partie de la contribution de contrepartie en espèces des gouvernements (CCEG) servant à couvrir les frais de fonctionnement.
26. En septembre et octobre 2005, le PAM a entrepris une évaluation à mi-parcours du programme de pays²². S'agissant de l'alimentation scolaire, l'évaluation a fait ressortir que le nombre d'élèves qui allaient à l'école, tous niveaux confondus, avait augmenté pendant cette période; d'après les données disponibles, l'aide du PAM à l'éducation avait été l'un des facteurs déterminants. L'évaluation a conclu que sans programme d'alimentation scolaire, moins d'enfants issus de familles rurales pauvres seraient scolarisés; selon les éléments recueillis grâce au suivi du PAM, les enseignants ont attribué la meilleure capacité de concentration et d'apprentissage des élèves à l'alimentation scolaire. L'évaluation a constaté les effets positifs sur l'aide du PAM des ressources substantielles fournies par les autres organismes des Nations Unies et donateurs bilatéraux aux écoles participant au programme d'alimentation scolaire, comme l'enrichissement en fer et en vitamine A de certains aliments, les programmes de traitement vermifuge, et la réfection des infrastructures scolaires, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'évaluation a recommandé que: i) l'aide future du PAM aux programmes d'alimentation scolaire au Bhoutan soit davantage en conformité avec le mandat de l'Organisation; ii) le PAM se concentre davantage sur le soutien à l'enseignement primaire afin d'atteindre les OMD, notamment dans les communautés rurales exposées à l'insécurité alimentaire; iii) l'appui du PAM à l'alimentation scolaire dans le secondaire soit progressivement supprimée et, partout où cela est possible, remplacée par des ressources gouvernementales; et iv) dans le souci de rendre le programme d'alimentation scolaire plus durable tout en maintenant son équilibre, les aliments importés onéreux de l'assortiment alimentaire du PAM soient remplacés par d'autres aliments locaux, ce qui permettrait de réduire les coûts des vivres et du transport, et de simplifier la gestion des aliments.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROJET

27. L'objectif de l'aide du PAM pour la période 2008–2012 est de contribuer à atteindre le résultat du PNUAD visant à assurer une éducation de qualité pour tous, les garçons comme les filles; la priorité sera donnée aux personnes vivant dans les zones éloignées exposées à l'insécurité alimentaire. L'objectif secondaire est de renforcer la capacité technique du Gouvernement d'administrer le programme d'alimentation scolaire. L'aide proposée par le PAM pendant la période 2008–2012 est conforme aux priorités du Gouvernement énoncées dans le Dixième Plan quinquennal, qui prévoit l'alimentation scolaire, et aux objectifs du PNUAD.

²¹ L'Office de l'alimentation au Bhoutan est chargé de veiller à ce que des aliments d'un prix accessible soient disponibles dans tout le Bhoutan. Il a considérablement développé ses capacités de transport et assure le transport des vivres du PAM jusqu'aux points de livraison avancés (PLA), un service effectué pour le compte du Ministère de l'éducation.

²² PAM. 2006. *Rapport complet de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays Bhoutan 10133.00 (2002-2007)*. Rome, Bureau de l'évaluation (OEDE).



28. Le Gouvernement pense qu'un programme d'alimentation scolaire durable est une incitation pour les populations rurales pauvres à envoyer leurs enfants à l'école et à les y maintenir. Le Gouvernement s'est engagé à poursuivre l'alimentation scolaire à tous les niveaux tant que cela serait nécessaire et estime qu'une interruption brusque de l'aide du PAM serait vraiment regrettable. Le PAM a donc consenti à instaurer une période de transition jusqu'à ce que le Gouvernement prenne progressivement et intégralement en charge le programme d'alimentation scolaire. Au cours de cette période: i) l'aide du PAM sera orientée davantage vers le primaire dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire et présentant les taux nets de scolarisation les plus bas; ii) l'aide du Gouvernement dans les écoles et internats du secondaire sera accrue pour ce qui est des produits alimentaires et des articles non alimentaires; iii) l'appui du Gouvernement à l'alimentation scolaire dans le primaire sera augmenté en ce qui concerne les produits alimentaires et les articles non alimentaires; et iv) l'assortiment alimentaire actuel sera adapté pour qu'il puisse être maintenu par le Gouvernement après le retrait du PAM. Cette transition se déroulera de manière à ce qu'il n'y ait aucun changement perceptible dans le niveau actuel d'aide apportée aux familles et aux écoliers, mais elle dépendra de la disponibilité des ressources mobilisées par le Gouvernement et devra être conforme au Dixième Plan quinquennal.
29. L'aide du PAM²³ a pour objectif: i) d'augmenter la scolarisation, notamment celle des filles, parmi les enfants issus des communautés rurales pauvres et exposées à l'insécurité alimentaire; ii) de maintenir l'assiduité scolaire, notamment des filles; iii) de réduire les disparités entre les sexes; iv) de soulager la faim immédiate, ce qui aide les enfants à se concentrer en classe; et v) de consolider les capacités du Gouvernement de gérer le programme VPE.
30. Le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation pour que les internats des filles soient supervisés par des femmes afin d'encourager la scolarisation et d'améliorer l'état des latrines et des salles d'eau réservées aux filles. Ces activités ont reçu l'aval du Gouvernement et figureront dans le prochain plan décennal. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PAM continuera de plaider en faveur de l'éducation des filles dans les régions ayant de faibles taux de scolarisation parmi les filles.
31. Le PAM et le Gouvernement sont convenus de suivre la stratégie suivante afin de réorienter l'aide du Programme dans le primaire:
- janvier 2008: arrêt de l'alimentation scolaire du PAM dans le secondaire supérieur;
 - janvier 2008: allocation par le Gouvernement d'une allocation-repas pour le dîner à tous les internes des écoles bénéficiant de l'aide du PAM;
 - janvier 2009: arrêt de l'alimentation scolaire du PAM dans le secondaire moyen, hormis dans 10 écoles;
 - janvier 2010: fourniture par le Gouvernement de toute la farine de maïs prévue dans le programme d'alimentation scolaire; arrêt de l'alimentation scolaire du PAM dans les 10 écoles du secondaire moyen; et
 - décembre 2012: arrêt de l'alimentation scolaire du PAM dans le secondaire inférieur.

²³ Une enquête de référence menée avant le début du projet permettra de mesurer la réalisation de ces objectifs; des enquêtes seront ensuite effectuées régulièrement.

32. Dans certains internats, le PAM fournira des aliments pour le petit-déjeuner et le déjeuner de tous les internes, du préscolaire à la dixième classe. Les ressources nécessaires pour le dîner seront fournies par le Gouvernement. Tous les internes recevront l'aide alimentaire du PAM 285 jours par an.
33. Les externes du préscolaire à la huitième classe recevront dans certaines écoles un petit-déjeuner et un déjeuner du PAM. Les externes recevront l'aide alimentaire du PAM 225 jours par an.
34. Le PAM et le Gouvernement accorderont ensemble un degré de priorité élevé aux écoles du primaire, secondaire inférieur et secondaire moyen pour participer au programme appuyé par le PAM²⁴ en fonction de:
- la distance moyenne que les enfants doivent parcourir à pied pour arriver à l'école la plus proche;
 - la distance entre la zone desservie par l'école et la route la plus proche;
 - la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sur la base de l'analyse ACV la plus récente²⁵; et
 - Les taux nets de scolarisation, notamment des filles, par *dzongkhag* (districts).
35. Le PAM fournira du riz, des pois chiches et de l'huile végétale enrichie pour le petit-déjeuner, et du riz, de la farine de maïs (jusqu'en décembre 2009), du dhal (lentilles) et de l'huile végétale enrichie pour le déjeuner, comme suit:

	Internes (nourriture pendant 285 jours) Externes (nourriture pendant 225 jours) (grammes)
Petit-déjeuner	Riz: 125 Pois chiches: 20 Huile: 10
Déjeuner	Riz: 125 Farine de maïs: 25 Lentilles: 20 Huile: 10

36. L'assortiment alimentaire journalier fournira 1 301 kilocalories, soit 62 pour cent des besoins énergétiques journaliers recommandés et 58 pour cent des besoins journaliers en protéines des écoliers ciblés²⁶; cette nourriture sera complétée par des légumes frais et du sel iodé fournis par le Gouvernement. Le projet vise les zones plus pauvres; des études indiquent que la faim immédiate est courante dans les régions ciblées et parmi les enfants de ces régions²⁷. Nombre des enfants ciblés prennent leur premier repas de la journée à l'école. Le terrain montagneux, la rudesse du climat et les longues distances rendent leurs trajets difficiles et exigent un apport élevé en calories et en protéines.

²⁴ Ministère de l'éducation, 2006. *Réorientation de l'alimentation scolaire au Bhoutan*. Thimphou.

²⁵ Le PAM réactualisera son analyse ACV fin 2007.

²⁶ La composition d'un assortiment alimentaire plus simple, les contributions du Gouvernement et l'utilisation d'un plus grand nombre de produits alimentaires locaux ou régionaux devraient permettre de faire des économies importantes.

²⁷ Kaufmann. S., 2004. *A Review of the Nutrition Relevant Aspects of the FFE Programme in Bhutan*, p. 27. Thimphou. Étude interne.



37. En 2008, première année d'exécution du projet, le PAM viendra en aide à 39 850 élèves. Chaque année, le nombre d'enfants dans les écoles appuyées par le PAM augmentera en moyenne de 3 pour cent. D'ici à la fin de l'année 2009, le PAM diminuera progressivement son aide dans les établissements du secondaire moyen: le nombre de bénéficiaires restants s'élèvera à 37 100 en 2012. Le nombre annuel moyen de bénéficiaires sera de 37 000.
38. Il incombera au Gouvernement dans le cadre du programme d'alimentation scolaire de:
- fournir une allocation-repas à tous les internes bénéficiant de l'aide du PAM pour assurer leur troisième repas;
 - prendre en charge le salaire de tous les cuisiniers;
 - nommer des cadres supérieurs à temps plein pour administrer le programme d'alimentation scolaire au Ministère de l'éducation;
 - assumer la moitié des coûts de TIEM;
 - transporter les vivres des points de livraison avancés (PLA) jusqu'aux écoles des zones éloignées;
 - assurer l'alimentation scolaire des internes du secondaire supérieur à partir de 2008 et du secondaire moyen à partir de 2009, excepté dans les 10 écoles que le PAM prendra en charge en 2009, sous réserve de la disponibilité des ressources mobilisées par le Gouvernement; et
 - fournir de la farine de maïs pour le programme d'alimentation scolaire à partir de janvier 2010.
39. En ce qui concerne les externes, les communautés seront censées apporter une contribution au bois de chauffe, aux condiments et aux légumes pour compléter les aliments distribués par le PAM.
40. Des comités de restauration scolaire composés de membres du personnel de l'école et d'élèves superviseront l'exécution du programme d'alimentation scolaire, et veilleront à ce que les produits soient convenablement utilisés; ces comités seront constitués pour moitié au moins de femmes.
41. Le PAM collaborera avec l'UNICEF pour dispenser un enseignement de qualité²⁸ et pour plaider en faveur de la scolarisation des filles, en particulier dans les zones où les taux d'inscription des filles sont les plus bas. Le PAM financera la construction de logements pour les surveillantes²⁹. Le PAM et l'UNICEF encourageront les filles à s'inscrire à l'école et contribuer ainsi à faire baisser le taux d'abandon actuel. L'accord entre le PAM et l'UNICEF garantira que des programmes de qualité sont offerts. Le PAM continuera d'affecter des fonds pour l'eau et l'assainissement par le biais de l'UNICEF.
42. Le PAM coopèrera avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation et l'UNICEF pour mieux sensibiliser les écoliers du primaire aux questions sanitaires, à l'hygiène et à la nutrition, en intégrant l'éducation nutritionnelle dans le programme scolaire; cela comprendra un programme de formation plus vaste à l'intention des coordonnateurs sanitaires dans les écoles. Le programme d'alimentation scolaire soutenu

²⁸ Comme cela est indiqué dans l'ensemble intégré de services essentiels mis au point par l'UNICEF et le PAM, qui comprend douze interventions destinées à améliorer la santé et l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire. L'une de ces interventions porte sur la promotion de l'éducation des filles.

²⁹ Le PAM travaille avec le Gouvernement pour veiller à ce que des surveillantes soient présentes dans tous les foyers pour filles.



par le PAM sera complété par des programmes d'enrichissement des aliments en fer et en vitamine A de l'UNICEF et par un programme de traitement vermifuge de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour tous les enfants bénéficiant du programme soutenu par le PAM.

43. Le PAM, l'UNICEF, l'OMS, le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation soutiendront des campagnes de sensibilisation au VIH/sida par le biais du groupe thématique des Nations Unies. Le PAM, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) plaideront en faveur de l'égalité des sexes dans les écoles par l'intermédiaire du groupe thématique des Nations Unies.
44. Le Gouvernement et le PAM mèneront des activités de plaidoyer auprès des organismes internationaux, des organisations multilatérales et bilatérales, des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé afin d'accroître les ressources disponibles pour construire ou rénover des écoles. La réfection des dortoirs, des installations sanitaires et des salles d'eau, en particulier pour les filles, est notamment prévue, ainsi que la construction de logements pour les surveillantes³⁰. L'UNICEF devrait remettre en état ou construire des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement scolaires. Le Fonds mondial pour la nature et le PAM contribueront à la fourniture de fourneaux à haut rendement énergétique et de fourneaux électriques.
45. Les potagers scolaires sont importants pour renforcer l'éducation en matière de nutrition et d'alimentation et fournir des aliments complémentaires au programme d'alimentation scolaire. L'aide du PAM permettra d'améliorer l'enseignement de l'agriculture à l'école et le Programme collaborera avec le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'éducation pour insérer officiellement l'éducation en matière de nutrition dans le programme scolaire. Le PAM contribuera à la fourniture d'articles non alimentaires ainsi qu'à la formation des cuisiniers dans les écoles aux questions de nutrition. Si les ressources le permettent, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appuiera le programme d'enseignement de l'agriculture à l'école.
46. Le PAM coopèrera avec l'UNICEF, le PNUD, l'UNFPA, la FAO et l'OMS pour élaborer des plans de préparation aux catastrophes et d'intervention, en particulier pour les catastrophes qui touchent les communautés himalayennes; si nécessaire, la préparation aux catastrophes et les mesures à prendre seront incluses dans les programmes scolaires.

GESTION, SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

47. Le PAM entend appuyer le programme d'alimentation scolaire du Gouvernement pour en garantir la pérennité. Le PAM privilégiera l'achat de vivres locaux chaque fois que cela sera possible – la moitié des vivres du PAM sont actuellement achetés sur place ou dans la région – hormis lorsque le prix des produits locaux est considérablement plus élevé que le prix pratiqué sur le marché régional ou international ou lorsque les achats du PAM risquent d'affecter les prix du marché ou encore lorsqu'il y a une pénurie de certains produits. Le PAM collaborera avec Helvetas pour l'achat sur place de farine de maïs. Les achats locaux du PAM permettront de soutenir l'initiative menée actuellement par le FIDA pour améliorer la commercialisation des produits agricoles.

³⁰ Le Fonds fiduciaire pour la sécurité humaine du Japon offrira 186 000 dollars en 2008 pour la construction de foyers et de logements pour les surveillantes.



48. Tous les vivres seront livrés aux entrepôts régionaux de l'Office de l'alimentation du Bhoutan avant d'être acheminés vers les PLA. Le PAM financera la moitié des coûts de TIEM. Les produits seront livrés aux écoles chaque trimestre.
49. Au début de l'année scolaire, le Ministère de l'éducation communiquera au PAM les données sur les inscriptions scolaires ventilées par classe, sexe et âge, par le biais du Département chargé de la gestion de l'aide et de la dette. Ces données serviront de base pour la livraison des vivres dans les écoles pendant le premier trimestre. Les rapports trimestriels sur les produits seront utilisés pour l'acheminement des vivres le trimestre suivant.
50. Les écoles tiendront quotidiennement à jour une liste de présence qu'elles utiliseront pour distribuer les rations. Elles transmettront des rapports de réception des vivres chaque trimestre; des rapports sur la distribution des aliments et les stocks en entrepôt seront soumis aux administrateurs de l'enseignement de district à la fin de chaque trimestre. Il incombera au Ministère de l'éducation de fournir des informations sur les taux bruts et nets de scolarisation de chaque école.
51. Le PAM renforcera sa capacité de suivi de manière que les informations essentielles, y compris les données sur les indicateurs, soient recueillies en temps utile et que les problèmes éventuels au niveau des écoles soient résolus. Les visites de suivi du PAM auront principalement lieu dans les écoles où d'importants problèmes auront été signalés, notamment les écoles ayant des installations de stockage des aliments ou des centres de préparation inadaptés et dans les écoles où des pertes auront été signalées.
52. Le Gouvernement et le bureau de pays seront chargés du suivi du programme d'alimentation scolaire. Des dispositions seront prises pour financer le coût de ces visites. Les visites de suivi trimestrielles serviront à déceler les problèmes devant être promptement résolus. Les personnes chargées du suivi sur le terrain aideront à rassembler les données et à améliorer la qualité du programme; elles auront pour tâche de recueillir les réactions des bénéficiaires pour étoffer les statistiques fournies par le Gouvernement qui seront utilisées dans le cadre logique et l'évaluation du PNUAD.
53. Pendant la période 2008–2012, le PAM participera à la gestion du programme d'alimentation scolaire et renforcera la capacité du Gouvernement d'assumer une plus grande responsabilité dans l'alimentation scolaire, en prenant les dispositions suivantes:
 - renforcement des capacités institutionnelles au niveau central et au niveau des districts pour l'achat des aliments, la logistique, la manutention, l'entreposage et la gestion;
 - formation aux systèmes de planification, de suivi et d'établissement de rapports du PAM;
 - formation des administrateurs de l'enseignement de district et du personnel scolaire responsable de la distribution des aliments du Programme aux cuisiniers (entreposage des vivres, gestion, suivi et établissement de rapports);
 - fourniture d'explications sur les conséquences nutritionnelles des modifications prévues de l'assortiment alimentaire;
 - formation des cuisiniers aux règles d'hygiène, à la santé et à la nutrition, en expliquant la nécessité d'introduire une gamme plus variée d'aliments dans les repas scolaires et d'établir des menus pour la semaine qui seront affichés près de l'endroit où sont servis les repas; et
 - préparation d'affiches sur la nutrition exposées près de l'endroit où sont servis les repas.

54. Si les ressources le permettent, le PAM contribuera à la construction ou à la réfection des cantines scolaires et des entrepôts, à la fourniture de fourneaux économes en combustible, à l'aménagement de points d'eau et de latrines réservées aux filles, à la construction de logements pour les surveillantes, de dortoirs pour les élèves, et il soutiendra l'enseignement de l'agriculture à l'école.
55. Lorsque cela sera possible, le PAM entreprendra des évaluations conjointes avec d'autres organisations des Nations Unies et participera à l'évaluation du PNUAD, qui sera menée conjointement par les équipes de pays des Nations Unies et le Gouvernement. Des comités d'examen seront établis avec les contreparties gouvernementales, y compris le Département de la gestion de l'aide et de la dette, le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'agriculture afin d'effectuer régulièrement des évaluations.
56. Un examen à mi-parcours prévu en 2010 permettra d'évaluer l'impact du programme d'alimentation scolaire, la possibilité d'atteindre les OMD d'ici à 2015 et le rôle que le PAM pourra éventuellement jouer à cet égard. Le PAM compte soutenir le programme d'alimentation scolaire dans le primaire jusqu'à la fin de 2015, si les ressources le permettent, en tenant compte des recommandations de l'examen à mi-parcours et de l'engagement du Gouvernement dans le programme d'alimentation scolaire.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES ET RÉPARTITION DES VIVRES (2008–2012)					
Produit	Quantité à distribuer (tonnes)	Nombre de bénéficiaires (moyenne annuelle)			% de femmes/filles bénéficiaires
		Hommes/garçons	Filles/femmes	Total	
Riz	11 610				
Farine de maïs	488				
Lentilles	929				
Pois chiches	929				
Huile	929				
TOTAL	14 885	19 610	17 390	37 000	47

ANNEXE I-B

TYPE DE PRODUITS ET TAILLE DES RATIONS			
Produit	Ration quotidienne par enfant (grammes)	Contenu nutritionnel	
		kcal	Protéines (grammes)
Riz	250	900	17,5
Farine de maïs	25	88	205
Lentilles	20	68	4,9
Pois chiches	20	68	5,6
Huile	20	177	0
Total	335	1 301 (62%)	30,5 (58%)



ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
<p>Résultats du PNUAD escomptés à moyen terme:</p> <p>D'ici à 2012, accès à une éducation de qualité pour tous, aussi bien les filles que les garçons, en ciblant spécialement les populations les plus difficiles à atteindre (PNUD, UNICEF, UNESCO et PAM)</p>	<p>Indicateurs de résultats à moyen terme du PNUAD</p> <p>Taux net de scolarisation, ventilé par sexe et par <i>dzongkhag</i></p>		
<p>Résultats à moyen terme du projet de développement</p> <p>Meilleur accès à l'éducation et réduction des inégalités entre les sexes dans ce domaine</p>	<p>Indicateurs de résultats à moyen terme du projet</p> <p>Voir les indicateurs de résultats à moyen terme ci-dessous</p>	<p>Avec la transition démocratique prévue en 2008, il se peut que le nouveau gouvernement accorde moins d'attention et de ressources à l'éducation.</p>	<p>2008: 2 169 291 dollars</p> <p>2009: 1 815 137 dollars</p> <p>2010: 1 611 446 dollars</p> <p>2011: 1 657 491 dollars</p> <p>2012: 1 701 394 dollars</p> <p>Coût total pour le PAM:</p> <p>8 954 759 dollars</p> <p>Contribution du Gouvernement:</p> <p>5 647 563 dollars</p> <p>Coût total:</p> <p>14 602 322 dollars</p>





ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
<p>Résultat à court terme du projet de développement</p> <p>Fourniture en temps voulu et en quantité suffisante de produits alimentaires et d'articles non alimentaires aux enfants ciblés afin d'améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<p>Indicateurs de résultats à court terme du projet</p> <p>Voir les indicateurs de résultats à court terme ci-dessous</p>	<p>Les risques potentiels sont les catastrophes naturelles, des conditions climatiques particulièrement extrêmes qui pourraient compromettre les récoltes ou un conflit potentiel dans les régions du sud du pays.</p>	<p>Le Gouvernement et le bureau de pays seront responsables du suivi du programme d'alimentation scolaire. Le PAM va conduire des évaluations conjointes avec d'autres organismes des Nations Unies. Le suivi du PAM portera en priorité sur les écoles où d'importants problèmes auront été signalés, notamment celles ayant des installations de stockage des aliments ou des centres de préparation inadaptés et celles où des pertes auront été signalées.</p> <p>Des fonds seront prévus pour financer les nombreux déplacements exigés par ces visites.</p>
<p>Composante 1: Améliorer l'accès des enfants ruraux du Bhoutan à l'éducation primaire (Objectif stratégique 4)</p>			
<p>Résultat à moyen terme 1.1</p> <p>1.1 Augmentation de la scolarisation des enfants, notamment des filles, dans les écoles aidées par le PAM.</p>	<p>Effectifs scolarisés, ventilés par sexe et par district</p> <p>Taux net de scolarisation, ventilé par sexe et par district</p>	<p>La croissance économique nationale continue de progresser au rythme actuel</p> <p>Le Gouvernement continue de donner un degré de priorité élevé au secteur social dans son budget.</p>	

ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
		L'augmentation du nombre d'établissements scolaires se poursuit, notamment des écoles primaires communautaires et des écoles primaires	
<p>Résultat à court terme 1.1</p> <p>1. Les externes du préscolaire à la huitième classe reçoivent dans certaines écoles un petit-déjeuner avant la classe et un déjeuner.</p> <p>2. Les internes du préscolaire à la dixième classe reçoivent un petit-déjeuner et un déjeuner.</p> <p>3. Le PAM fournit des articles non alimentaires afin d'améliorer le fonctionnement des établissements scolaires, en particulier pour les filles.</p>	<p>1. Nombre d'externes du préscolaire à la huitième classe recevant deux repas</p> <p>Nourriture distribuée (tonnes) par type de produit</p> <p>2. Nombre d'internes du préscolaire à la dixième classe recevant deux repas</p> <p>Nourriture distribuée (tonnes) par type de produit</p> <p>3. Nombre d'écoles auxquelles ont été fournis des articles non alimentaires, par type d'articles et équivalent en dollars</p> <p>Nombre d'enseignantes dans les zones reculées</p>	<p>1. et 2. Distribution régulière de produits alimentaires par le PAM</p> <p>Les communautés peuvent fournir du bois de chauffe et des condiments</p> <p>Allocation régulière de l'allocation-repas par le Gouvernement</p> <p>3. Les ressources non alimentaires fournies correspondent aux besoins.</p> <p>Les ressources non alimentaires sont distribuées de manière adéquate</p> <p>Les installations fournies au titre des budgets pour les articles non alimentaires sont correctement entretenues</p>	
<p>Résultat à moyen terme 1.2</p> <p>Taux régulier d'assiduité des garçons et des filles inscrits dans les écoles aidées par le PAM maintenu à 90 pour cent</p> <p>(Objectif stratégique 4)</p>	<p>Taux d'assiduité mensuel moyen des garçons et des filles dans les écoles aidées par le PAM</p>	<p>Voir ci-dessus</p>	





ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
<p>Résultat à court terme 1.2</p> <p>1. Les externes du préscolaire à la huitième classe reçoivent dans certaines écoles un petit-déjeuner et un déjeuner.</p> <p>2. Les internes du préscolaire à la dixième classe reçoivent un petit-déjeuner et un déjeuner.</p> <p>3. Le PAM fournit des articles non alimentaires afin d'améliorer le fonctionnement des établissements scolaires, en particulier pour les filles.</p>	<p>1. Nombre d'externes du préscolaire à la huitième classe qui reçoivent deux repas</p> <p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p> <p>2. Nombre d'internes du préscolaire à la dixième classe qui reçoivent deux repas</p> <p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p> <p>3. Nombre d'écoles auxquelles ont été fournis des articles non alimentaires, par type d'articles et équivalent en dollars</p> <p>Nombre d'enseignantes dans les zones reculées</p>	Voir ci-dessus	
<p>Résultat à moyen terme 1.3</p> <p>Réduction des inégalités entre filles et garçons dans les écoles aidées par le PAM</p>	Ratio garçons/filles dans les écoles aidées par le PAM	Augmentation du nombre de femmes nommées aux postes d'enseignant/surveillant et d'écoles aménagées pour les enfants, en particulier dans les zones reculées.	
<p>Résultat à court terme 1.3</p> <p>1. Les externes du préscolaire à la huitième classe reçoivent dans certaines écoles un petit-déjeuner avant la classe et un déjeuner.</p> <p>2. Les internes du préscolaire à la dixième classe reçoivent un petit-déjeuner et un déjeuner.</p>	<p>1. Nombre d'externes du préscolaire à la huitième classe qui reçoivent deux repas</p> <p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p> <p>2. Nombre d'internes du préscolaire à la dixième classe qui reçoivent deux repas</p>	<p>1. et 2. Distribution régulière de produits alimentaires par le PAM</p> <p>Les communautés peuvent fournir du bois de chauffe et des condiments</p>	

ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
<p>3. Le PAM fournit des articles non alimentaires afin d'améliorer le fonctionnement des établissements scolaires, en particulier pour les filles.</p>	<p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p> <p>3. Nombre d'écoles auxquelles ont été fournis des articles non alimentaires, par type d'articles et équivalent en dollars</p> <p>Nombre d'enseignantes dans les zones reculées</p>	<p>Allocation régulière de l'allocation-repas par le Gouvernement</p> <p>3. Les ressources non alimentaires fournies correspondent aux besoins.</p> <p>Les ressources non alimentaires sont distribuées de manière adéquate</p> <p>Les installations fournies au titre des budgets pour les articles non alimentaires sont correctement entretenues</p>	
<p>Résultat à moyen terme 1.4</p> <p>Amélioration des capacités de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles aidées par le PAM</p>	<p>Impressions des enseignants sur la capacité de concentration des enfants et l'amélioration de l'apprentissage</p>	<p>Indicateur qualitatif. Les enseignants seront formés de façon à pouvoir fournir des informations exactes sur leurs observations.</p>	
<p>Résultat à court terme 1.4</p> <p>1. Les externes du préscolaire à la huitième classe reçoivent dans certaines écoles un petit-déjeuner avant la classe et un déjeuner.</p> <p>2. Les internes du préscolaire à la dixième classe reçoivent un petit-déjeuner et un déjeuner.</p> <p>3. Le PAM fournit des articles non alimentaires afin d'améliorer le fonctionnement des établissements scolaires, en particulier pour les filles.</p>	<p>1. Nombre d'externes du préscolaire à la huitième classe qui reçoivent deux repas</p> <p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p> <p>2. Nombre d'internes du préscolaire à la dixième classe qui reçoivent deux repas</p> <p>Quantité de vivres distribués (tonnes) par type de produit</p>	<p>Voir ci-dessus</p>	



ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
	<p>3. Nombre d'écoles auxquelles ont été fournis des articles non alimentaires, par type d'articles et équivalent en dollars</p> <p>Nombre d'enseignantes dans les zones reculées</p>		
<p>Résultat à moyen terme 1.5</p> <p>Capacité accrue du Gouvernement d'administrer et de suivre le programme d'alimentation scolaire</p>	<p>1. Ratio ressources du PAM/ressources autres que celles du PAM dans le budget national pour l'alimentation scolaire</p> <p>2. Nombre effectif d'écoles participant à un programme d'alimentation scolaire géré par le Gouvernement par rapport au nombre prévu</p> <p>3. Périodicité avec laquelle sont mesurés les indicateurs de résultats</p> <p>4. Utilisation des analyses des indicateurs de résultats pour le ciblage des <i>dzongkhags</i> et des écoles: pourcentage des enfants commençant l'école à 6 ans, ventilé par sexe et par <i>dzongkhag</i>, taux net d'achèvement des études ventilé par sexe et par <i>dzongkhag</i>, pourcentage d'abandon et de redoublants</p>	<p>Le PAM s'investit dans le renforcement des capacités des contreparties gouvernementales concernant les ressources humaines et la fourniture d'assistance technique.</p>	



ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES

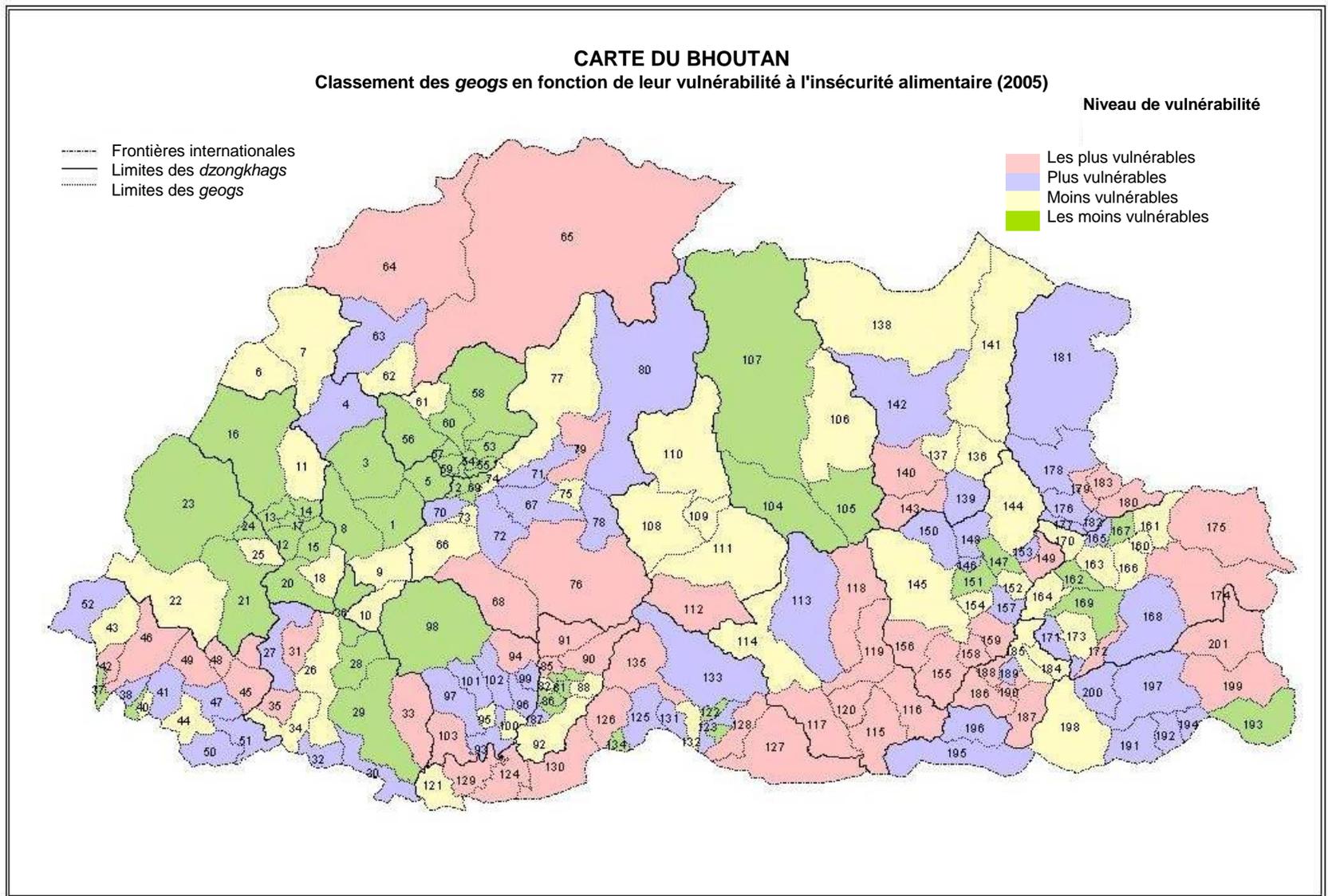
Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
<p>Résultat à court terme 1.5</p> <p>Fourniture d'une aide au renforcement des capacités du Ministère de l'éducation de gérer le programme d'alimentation scolaire et de renforcer les mécanismes de suivi</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration de la qualité des repas; réduction du gaspillage 2. Nombre de jours où a lieu l'alimentation scolaire par rapport au nombre prévu. Réduction des ruptures de la chaîne d'approvisionnement 3. Nombre de personnes par sexe et par fonction (cuisiniers, responsables pour le PAM, administrateurs de l'enseignement, etc.) formées aux règles d'hygiène pour la préparation et la manutention des aliments, et au suivi et à l'établissement de rapports 4. Nombre d'écoles suivies par les contreparties gouvernementales chaque année 		



ANNEXE III

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (en dollars)		
Produits alimentaires	14 885 tonnes	4 840 400
Transport externe	60 dollars/tonne	914 014
TTEM	88,73 dollars/tonne	1 320 852
Autres COD		604 020
Total COD		7 679 286
CAD		689 648
CAI		585 825
Coût total pour le PAM		8 954 759
Contribution du Gouvernement		5 647 563
TOTAL		14 602 322





ANNEXE IV

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
BCP	bilan commun de pays
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CCEG	contribution de contrepartie en espèces des gouvernements
COD	coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCB	Food Corporation of Bhutan (Office de l'alimentation du Bhoutan)
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODB	Bureau régional de Bangkok (Asie)
OEDE	Bureau de l'évaluation
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PLA	point de livraison avancé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation